

Point de Presse du Conseil d'Etat

12 juin 2013

La version Internet fait foi

M. David Hiler, vice-président du Conseil d'Etat

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Aide financière aux jeunes défenseurs des droits humains en Afrique de l'Ouest.....	4
Soutien à un programme de formation continue de l'IHEID	4
Genève-Confédération	6
Révision de la loi sur le blanchiment d'argent.....	6
Mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière.....	7
Soutien à la révision sur l'appariement des données statistiques	7
Révision partielle de l'ordonnance sur la chasse : Genève favorable à la protection des animaux de rente	8
Genève	9
Rencontre avec la Communauté genevoise d'action syndicale	9
Nouvelle loi sur la police : une évolution fondamentale et attendue.....	9
Conseil d'administration des TPG : demande de récusation formée par M. Pagani rejetée	11
Modification de la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics	12
Merck Serono : les pistes régionales, un choix qui s'est avéré judicieux	12
Adaptation du règlement sur le service de protection de l'adulte	13
Contrôle des piscines et bains publics : adaptation du règlement aux standards actuels	13
Rapport annuel de la Fondation pour les terrains industriels de Genève – exercice 2012	13
Indemnité à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle.....	14
Subvention pour l'association Sustainable Finance Geneva.....	15
Adoption des plans généraux d'évacuation des eaux de Lancy, Onex, Plan-les-Ouates, Dardagny, Russin et Satigny	15
Travaux du pont de Sauverny : la douane de Bossy ouverte durant la journée.....	16
Félicitations adressées à Lucas Tramèr, champion d'Europe d'aviron.....	16
Agenda des invitations à la presse	17

Genève internationale

Aide financière aux jeunes défenseurs des droits humains en Afrique de l'Ouest

Le gouvernement a octroyé un montant total de 330'000 francs sur trois ans (2013-2015) au [Centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière de droits de l'homme \(Codap\)](#) pour financer son programme de renforcement des jeunes défenseurs des droits humains et de développement des réseaux régionaux.



Ce projet s'inscrit dans la suite du programme financé en 2010-2012 par le canton. Il vise la poursuite du développement du pôle de compétences mis en place en Afrique de l'Ouest. Concrètement, le projet permettra de renforcer les capacités des jeunes défenseurs des droits humains grâce à la tenue de formations régionales et d'une université d'été des droits humains pour l'Afrique à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Le projet prévoit aussi une structure intégrée, Lifeline, afin de soutenir et protéger les défenseurs du réseau du Codap en situation de danger dans leur pays. De plus, il favorisera la participation des jeunes défenseurs du Sud aux instances internationales basées à Genève.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Soutien à un programme de formation continue de l'IHEID

THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES

Le Conseil d'Etat a décidé d'accorder un montant total de 100'000 francs pour 2013 à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) afin de financer des bourses pour des étudiants-e-s des pays les moins avancés dans le cadre d'un nouveau programme de formation continue.

Le *Master of Laws* (LL.M.) en droit international vise à renforcer les institutions publiques, associatives ou privées actives dans le développement local et régional en perfectionnant les compétences de leurs collaborateurs-trices.

D'une durée effective de dix mois, le LL.M. sera dispensé en anglais et comprendra un tronc commun ainsi qu'une spécialisation dans un domaine à choix : droit économique international ; environnement, énergie et ressources naturelles ; protection internationale des groupes vulnérables. La formation sera délivrée

notamment dans le cadre de cours intensifs, de cliniques juridiques et d'ateliers par des professeurs invités ou issus d'IHEID, de renommée mondiale.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Révision de la loi sur le blanchiment d'argent

En réponse à une consultation du Département fédéral des finances (DFF), le Conseil d'Etat a pris position au sujet d'un [projet de révision de la loi sur le blanchiment d'argent](#) qui accroît les obligations de diligence des banques et des autres intermédiaires financiers lorsqu'ils soupçonnent l'existence de fonds non fiscalisés. Cette révision s'inscrit dans la stratégie de la Suisse pour une place financière crédible, dont les autres éléments sont les accords « Rubik » d'imposition à la source, l'assistance administrative et l'entraide judiciaire.

Le projet du DFF consiste à fixer dans la loi sur le blanchiment les mécanismes suivants :

- l'étendue de la vérification de conformité fiscale doit être déterminée en fonction des risques présentés par le client ;
- les indices « laissant supposer un risque accru » sont distingués des indices « laissant supposer un risque moindre » ;
- l'intermédiaire financier doit refuser de nouvelles affaires s'il sait ou suppose que les valeurs ne sont pas fiscalisées ;
- pour ce qui est des relations d'affaires en cours, l'intermédiaire financier doit, s'il sait ou présume que les valeurs patrimoniales ne sont pas fiscalisées, demander une preuve de conformité fiscale et, s'il ne l'obtient pas, cesser la relation d'affaire.

Le Conseil d'Etat souligne que ce dossier n'a cessé d'évoluer avec en particulier la volonté du G20 de généraliser l'échange automatique d'information, une solution qui trouve de plus en plus de soutien en Suisse, à condition qu'il devienne un standard internationalement reconnu.

Dans ce contexte mouvant, le gouvernement souligne la complémentarité des voies qui permettront d'atteindre l'objectif de conformité aux règles fiscales internationales : lorsque les avoirs de la clientèle étrangère des banques suisses seront déclarés, il sera possible d'accepter le principe de l'échange automatique d'information à condition que soient négociées avec chaque pays les modalités de l'échange et l'accès au marché des services financiers.

Si le Conseil d'Etat approuve le fait que les banques ne puissent plus accepter des fonds de clients désireux d'échapper au fisc, il préconise de procéder à une analyse comparative internationale de la stratégie envisagée et de suivre de près son impact sur l'économie et l'emploi. Il salue le fait que le système envisagé de l'autodéclaration fiscale n'ait pas de caractère obligatoire et constitue seulement un indice laissant supposer un risque moindre.

La façon prévue de régler la question du passé suscite en revanche l'opposition du Conseil d'Etat. Le projet de loi mis en consultation prévoit en effet que l'intermédiaire financier doit, en cas de doute sur la fiscalisation des valeurs d'un client, fixer un « délai raisonnable » pour que ce client en prouve la conformité fiscale, faute de quoi toute relation d'affaire devrait être résiliée. Aux yeux du Conseil d'Etat, une solution de régularisation

adéquate sous la forme de mesures transitoires doit être proposée aux clients étrangers qui, sans enfreindre le droit suisse, ont fait confiance à notre pays.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Andenmatten, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 02.*

Mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation ouverte par le Département fédéral des finances (DFF) sur les recommandations révisées du Groupe d'action financière (GAFI), organisme international œuvrant en faveur d'une collaboration internationale en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme. Attaché à la défense des intérêts et à la réputation de la place financière, le Conseil d'Etat a confirmé son soutien à la mise en œuvre dans le droit suisse de standards internationaux en s'en tenant à ce qui est requis et sans « Swiss finish ».

Concernant la question cruciale des infractions fiscales graves préalables au blanchiment, le Conseil d'Etat, à l'instar de la Conférence des directeurs cantonaux des finances, considère que cette problématique doit être traitée dans le cadre de la révision du droit pénal fiscal récemment présentée par le Conseil fédéral.

Le Conseil d'Etat estime judicieux de clarifier dans la loi les règles de l'identification des ayants droit économiques, notamment des personnes physiques contrôlant des sociétés. Il demande au Conseil fédéral de s'engager fermement au niveau international pour que tous les autres Etats appliquent les mêmes standards.

Les points touchant le paiement en espèces lors des opérations de vente et de ventes aux enchères suscitent des réserves du Conseil d'Etat. Les solutions proposées sont pragmatiques, mais il apparaît que le projet ne parvient pas à régler complètement les tentatives de blanchiment par l'intermédiaire des offices des poursuites et faillites, par exemple dans le cas de poursuites fictives entre de présumés débiteurs et créanciers.

Concernant l'élargissement des compétences du bureau de communication en matière de blanchiment, le Conseil d'Etat accepte les grandes lignes du projet et, afin d'éviter toute contestation liée au secret fiscal, préconise de préciser dans la loi que les autorités fiscales fédérales et cantonales sont elles aussi concernées par l'entraide.

Enfin, le Conseil d'Etat soutient le projet du DFF en ce qui concerne la transparence des personnes morales et les obligations de diligence à l'égard des personnes politiquement exposées.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Andenmatten, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 02.*

Soutien à la révision sur l'appariement des données statistiques

Consulté par le Département fédéral de l'intérieur, le Conseil d'Etat a donné une réponse positive concernant la révision partielle de l'ordonnance sur les relevés statistiques et la nouvelle ordonnance sur l'appariement des données.

La consultation, organisée via l'Office fédéral de la statistique (OFS), concerne essentiellement la façon de régir concrètement les appariements de données à des fins statistiques, à la suite de l'introduction de l'article 14a dans la loi sur la statistique fédérale (LSF). Cet article prévoit en substance la possibilité pour l'OFS d'apparier des données, à condition de les rendre anonymes dès que le but du traitement est atteint. Il ouvre

la possibilité pour les services cantonaux de statistique d'apparier les données de l'OFS avec d'autres données pour exécuter leurs tâches, moyennant l'accord de l'OFS et selon les conditions fixées par ce dernier. Ces conditions sont maintenant fixées par l'ordonnance, d'une manière satisfaisante pour le canton.

Le Conseil d'Etat estime que la révision prévue offre des garanties suffisantes en matière de protection des données personnelles. Il relève que l'appariement de données statistiques joue un rôle croissant dans la statistique publique. Il permet de produire des informations supplémentaires en assemblant des sources existantes, qu'il s'agisse de données de provenance administrative, tirées de registres, collectées directement auprès des personnes et des entreprises ou résultant de mesures sur le terrain. Il évite la collecte de données à double et contribue à une meilleure intégration des statistiques entre elles.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Rietschin, directeur de l'office cantonal de la statistique, DF, ☎ 022 388 75 01.

Révision partielle de l'ordonnance sur la chasse : Genève favorable à la protection des animaux de rente

Le Conseil d'Etat appuie le [projet de révision partielle de l'ordonnance sur la chasse](#) mis en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Il salue cette nouvelle réglementation qui vise à protéger les animaux de rente contre les grands prédateurs.

Le Conseil d'Etat souhaite toutefois qu'une attention particulière soit portée sur les exigences liées aux chiens de troupeaux, ceux-ci devant impérativement être sélectionnés de façon à exclure toute agressivité envers l'être humain.

La procédure de consultation portant sur la révision partielle de l'ordonnance sur la chasse intervient en parallèle de la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole 2014-2017. En effet, les mesures de protection des troupeaux sont étroitement liées aux mesures de soutien aux exploitations agricoles, et plus particulièrement dans les modifications apportées à l'ordonnance sur les paiements directs.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Pierre Viani, directeur général, direction générale de l'agriculture, DIME, ☎ 022 388 71 71.

Rencontre avec la Communauté genevoise d'action syndicale

Le Conseil d'Etat a rencontré ce jour les représentants de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette rencontre a notamment été l'occasion d'aborder la thématique du contrat de prestations sur le travail au noir. Le Conseil d'Etat a également évoqué la question de la participation des syndicats à la Cellule d'accompagnement tripartite des travaux du CEVA (CATTC). Cette disposition est une plateforme de concertation regroupant les syndicats Unia, SIT et SYNA, les associations patronales concernées, ainsi que les CFF et l'Etat de Genève, qui a développé un dispositif pour mettre en place un « compte social » offrant un des meilleurs dispositifs de protection sociale des travailleurs de la construction en suisse.

Nouvelle loi sur la police : une évolution fondamentale et attendue

Le Conseil d'Etat a adopté et rendu publics ce jour les grands axes du projet de nouvelle loi sur la police (LPol). La loi actuellement en vigueur date de 1957. Le texte qui sera soumis au parlement pour sa deuxième session de juin constitue une évolution fondamentale et attendue dans une société qui ne cesse d'évoluer et face à une criminalité qui se joue des frontières. Véritable service au bénéfice de la collectivité, la police doit adapter ses missions en conséquence. La nouvelle LPol lui en donnera les moyens (voir [présentation](#)) en concrétisant une réforme nécessaire.

Cette réforme représente l'aboutissement d'une démarche ambitieuse, entamée il y a trois ans par la conseillère d'Etat Isabel Rochat. Cette nouvelle loi vient compléter et renforcer la chaîne sécuritaire, dans la droite ligne de l'accord passé le 29 août 2012 entre le Conseil d'Etat et le Ministère public (voir [point de presse](#)), fixant les priorités en matière de lutte contre la criminalité. Elle permet également de donner de la marge de manœuvre à la police qui, depuis la mise en œuvre de cette nouvelle politique, a fait des efforts accrus pour mener à bien les missions qui lui sont confiées. Il est temps de lui en donner les moyens, par un texte adapté aux réalités qu'elle rencontre sur le terrain. Si l'élaboration de ses grands axes s'est faite en consultant toutes les parties prenantes comprenant notamment l'ensemble des formations politiques du Grand Conseil, le Ministère public, les syndicats et l'Etat major de la police, elle n'en constitue pas moins un acte gouvernemental fort.

Principes fondamentaux

En premier lieu, la LPol définira les missions générales de la police cantonale de la République et canton de Genève. Celle-ci doit être au service de la population, dont elle est chargée d'assurer la sécurité. Cette double dimension se retrouve dans la devise nouvellement introduite: protéger et servir.

En second lieu, la LPol clarifiera les missions des services opérationnels de la police, qui reposeront désormais sur cinq piliers :

- police de proximité (cohésion sociale, maillage sécuritaire, renseignement) ;
- police secours (gérer l'urgence, traquer les flagrants délits, rendre l'autorité visible) ;
- police judiciaire (investigation, enquête, prévention, détection de la criminalité) ;
- police internationale (sécurité de la Genève internationale, sécurité de l'aéroport) ;
- police routière (fluidité et sécurité du trafic).

Ce dispositif est complété par un élément mobile permettant plus de flexibilité et de réactivité.

Une formation revue

A l'heure actuelle, le centre de formation de la police n'est en mesure de former que 115 policiers par année au maximum. L'école unique, qui plus est romande, représente donc un des seuls moyens possibles de relever le défi que constitue le recrutement. Avec un choix d'orientation qui se fera à l'entrée, suivi de stages de trois à six mois, l'affectation définitive respectera le choix initial du candidat – sous réserve de la confirmation finale des compétences – et permettra une plus grande mobilité interne. Un accent particulier a par ailleurs été mis sur la formation continue, qui doit permettre d'une part l'acquisition de compétences techniques spécifiques, d'autre part l'acquisition des compétences particulières que suppose la progression dans la hiérarchie. C'est un second axe de mobilité au sein de la police.

Selon la nouvelle loi, adaptée à la réalité démographique du canton, il faudra plus de 600 nouveaux policiers et agents de sécurité publics à compter de l'entrée en vigueur de la LPol, pour un total de 1975 agents (quarante-deux policiers et agents de sécurité publique (ASP) 3 pour 10'000 habitants), toutes polices reconnues confondues. Là aussi, cette cible ne pourra être atteinte que par le biais d'une école unique, au plan romand.

Des effectifs en nombre

Ces chiffres reflètent la nécessaire adaptation d'un mode de calcul en phase avec les flux démographiques, la criminalité se jouant des frontières. Ils se basent sur un ratio qui permettra, à terme, de doubler le nombre de patrouilles sur le terrain, en particulier pendant la nuit. A l'heure actuelle, la police, bien souvent, n'a les moyens de s'occuper que des criminels et des délinquants. A terme, elle pourra aussi s'occuper davantage de la population et des victimes.

Avant même le dépôt du projet de loi, un travail de fond préalable (projet « pol MAX ad MIN ») a été effectué au sein de la police afin d'optimiser les ressources déjà à disposition dans le but de recentrer l'activité de ses membres sur les tâches de sécurité. La seule rationalisation des processus, qui vise à soulager administrativement les policiers afin qu'ils se concentrent sur le cœur du métier, permet d'économiser au minimum 17'000 heures par an, soit environ dix équivalents temps plein (ETP). Le transfert des tâches à du personnel administratif permettrait de redéployer progressivement une cinquantaine de policiers sur le terrain, étant entendu que ces derniers doivent être remplacés par des agents de sécurité publics ou du personnel administratif. La mise en œuvre de cette démarche ne devra pas attendre la mise en application de la loi ; elle en était néanmoins un préalable pour définir les effectifs nécessaires au plus juste.

Dans la même veine, des économies substantielles peuvent être réalisées par le transfert de certaines charges administratives telles que l'accueil dans les postes (plus de 40'000 heures par année) ou les mandats de conduite (plus de 15'000 heures par an), avec en ligne de mire la disparition d'une partie des heures supplémentaires structurelles, une meilleure récupération pour les policiers et un effectif optimal tout au long de l'année.

En dernier lieu, des synergies peuvent être trouvées avec les autres partenaires sécuritaires comme les agents de la police municipale (APM) en droite ligne avec le vote de la nouvelle loi sur les agents de police municipale (LAPM) par le Grand Conseil le 7 juin dernier, le corps des gardes-frontière (CGFR) ou la police des transports. En particulier, la mise en place de contrats locaux de sécurité avec les communes, dans lesquels les APM jouent un rôle important, la conclusion d'un accord de collaboration entre la police cantonale genevoise, le CGFR et l'Administration fédérale des douanes, ou encore les discussions autour de la

signature d'une convention entre le département de la sécurité et la police (fédérale) des transports, sont des instruments à même de formaliser la reprise de certaines tâches par ces partenaires.

Ce travail de rationalisation et d'optimisation des moyens se poursuivra jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi, souhaitée en 2015, avec les étapes suivantes :

- juin 2013 : renvoi en commission par le Grand Conseil ;
- courant 2014 : adoption par le Grand Conseil ;
- 1^{er} janvier 2015 : entrée en vigueur ;
- 1^{er} juin 2020 : déploiement complet des effets de la nouvelle LPol.

Les points marquants de ce projet novateur

- création d'un conseil consultatif de sécurité ;
- citation à l'ordre de la police ;
- port du matricule par le personnel en uniforme (sauf mission particulière) ;
- renforcement de l'organe de médiation (actuel commissariat à la déontologie) ;
- renforcement de la légitimité de l'inspection générale des services ;
- simplification des sanctions disciplinaires ;
- services de gendarmerie maintenus, caractérisés par le port de l'uniforme ;
- acquis sociaux maintenus (indemnités, âge de la retraite, vacances) ;
- devoir de réserve et secret de fonction renforcés.

Conclusions et perspectives

La nouvelle loi concrétisera un triple ancrage territorial, démographique et temporel.

Ce sera également une base solide et un instrument législatif moderne pour permettre de :

- confirmer l'inversion de tendance en matière de sécurité ;
- redonner confiance à la police en son métier ;
- renforcer la confiance de la population en sa police et en la capacité de l'Etat d'assurer sa sécurité.

C'est enfin une vision politique pour un corps essentiel à la République.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49.

Conseil d'administration des TPG : demande de récusation formée par M. Pagani rejetée

Le Conseil d'Etat a rejeté la demande de récusation formée le 31 mai 2013 par M. Rémy Pagani, conseiller administratif de la Ville de Genève. Ce dernier avait en effet demandé la récusation du Conseil d'Etat *in corpore* dans le cadre de la procédure disciplinaire ouverte à son encontre.

Ouverte par arrêté du 16 janvier 2013 par le Conseil d'Etat, cette procédure porte notamment sur le comportement prêté à M. Pagani le 17 décembre 2012, lorsqu'il aurait pénétré dans les locaux des Transports publics genevois (TPG) accompagné d'un certain nombre de personnes dans l'intention de participer à la séance du conseil d'administration, rendant la tenue de cette séance impossible et entraînant le renvoi de cette dernière à une date ultérieure.

Dans sa réponse à la demande de récusation, le Conseil d'Etat indique qu'il n'y a pas lieu qu'une autorité se récuse si la situation découle de l'exercice même de ses compétences ou si elle ne dispose pas de suppléant. En l'espèce, le Conseil d'Etat agit en application de ses compétences prévues aux articles 137 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, et 83 de la loi sur l'administration des communes, et il ne dispose pas de suppléant.

A ce stade, aucune autre information relative à cette procédure ne sera communiquée.

Modification de la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics

Le Conseil d'Etat a adopté ce jour un projet de loi modifiant la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIF). La loi renvoie désormais expressément aux mesures et sanctions administratives prévues par la [loi sur la restauration, le débit de boissons et l'hébergement \(LRDBH\)](#).

La possibilité d'utiliser l'arsenal de mesures et sanctions administratives prévues par la LRDBH (fermeture, suspension et retrait d'autorisation d'exploiter, suspension, retrait et refus d'autorisations complémentaires) en sus des amendes pénales actuellement prévues par la LIF devrait permettre à l'administration d'infliger des sanctions plus dissuasives à l'égard des exploitants ou responsables d'établissements publics qui violent la LIF, à l'instar de ce qui prévaut déjà actuellement dans d'autres cantons, comme ceux de Vaud et de Berne.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean Genolet, directeur du service du commerce, DARES,
☎ 022 388 39 27.*

Merck Serono : les pistes régionales, un choix qui s'est avéré judicieux

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport sur une [motion](#) l'invitant, après l'annonce de la fermeture du site Merck Serono, à intervenir auprès de la Confédération afin d'établir un plan d'urgence pour l'emploi et à étudier dans quelle mesure les programmes de recherches scientifiques pourraient être développés pour accueillir des chercheurs licenciés par leur employeur.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat rappelle qu'il a rencontré à trois reprises le conseiller fédéral Johann Schneider-Amman et qu'il a mis sur pied une *task force* à laquelle a participé le président de la Commission fédérale pour la technologie et l'innovation.

Dans ce cadre, le Conseil d'Etat a préféré miser sur des pistes régionales plutôt que sur un plan d'urgence pour l'emploi établi par la Confédération. Il s'agit aujourd'hui de constater que ce choix a été judicieux, puisque le marché régional a été capable d'offrir un nouvel emploi à la majorité des employés licenciés.

Concernant la deuxième invite, le Conseil d'Etat constate que par le soutien qu'il a apporté au projet de l'Institut Wyss, proposé par l'Université de Genève et l'EPFL, il a exploré une piste plus prometteuse que celle d'une réorientation des instruments de financement de la relève scientifique du Fonds national suisse.

Pour toute information complémentaire : M. Serge Baehler, secrétaire général adjoint, DIP, ☎ 022 546 69 17.

Adaptation du règlement sur le service de protection de l'adulte

Le Conseil d'Etat a procédé à une adaptation des dispositions du règlement sur le service de protection de l'adulte (RSPAd), de manière à tenir compte de la réforme du droit de la protection de l'adulte entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Cette réforme du droit fédéral, qui a remplacé l'ancien droit de la tutelle, implique une adaptation de terminologie afin de se référer désormais à la notion de « curatelle » et plus à celle de « tutelle ». Elle nécessite également qu'il soit précisé que les compétences des collaborateurs du SPAd dans le cadre de l'exécution des mandats de curatelle qui leur sont confiés par le nouveau Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant interviennent en application des nouvelles dispositions du [code civil suisse \(CCS\)](#).

Pour toute information complémentaire : Mme Nadine Mudry, directrice en charge des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.

Contrôle des piscines et bains publics : adaptation du règlement aux standards actuels

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement relatif au contrôle sanitaire des piscines et bains publics du 24 janvier 1990 dans le but d'y intégrer les exigences de la [norme SIA 385/9 sur la qualité de l'eau](#).

Les exigences de la qualité de l'eau des piscines ont considérablement évolué depuis 1990, notamment grâce aux techniques d'analyses qui ont suivi les développements scientifiques. Rédigée par la [Société suisse des ingénieurs et des architectes \(SIA\)](#), la norme 385/9 prend en compte les dernières évolutions sur la qualité requise de l'eau de piscine.

Le service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV), chargé du contrôle sanitaire des piscines publiques, utilise déjà la norme en question lors des inspections à titre de recommandation par principe de précaution, sans y donner une force obligatoire.

Il est donc judicieux de mentionner exclusivement cette norme de manière à la rendre impérative afin d'obtenir des conditions d'hygiène et une qualité de l'eau correspondant aux standards actuels reconnus par les professionnels de la branche et déjà appliqués dans la plupart des cantons suisses.

En accord avec la SIA, la partie de la norme SIA 385/9 relative à la qualité de l'eau des piscines est disponible sur le site internet du SCAV (www.ge.ch/scav).

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Edder, chimiste cantonal, SCAV, DARES, ☎ 022 546 56 00.

Rapport annuel de la Fondation pour les terrains industriels de Genève – exercice 2012

Le Conseil d'Etat a approuvé le rapport annuel de la [Fondation pour les terrains industriels de Genève \(FTI\)](#) pour l'exercice 2012.

Le bénéfice global de l'exercice est de 21,804 millions de francs, en augmentation de 5,1% par rapport à 2011. Le chiffre d'affaires enregistré se monte à 26,97 millions de francs, en progression de 2,8% par rapport à 2011. L'indicateur de rentabilité économique, l'EBITDA (résultat opérationnel avant dépréciation et



amortissement), s'élève à 22,266 millions de francs, soit une croissance de 6% par rapport à 2011. La répartition du bénéfice prévoit le versement de 13 millions de francs à l'Etat de Genève, le solde étant affecté aux fonds statutaires en vue d'acquisitions ou de réalisations immobilières futures.

En 2012, la FTI a réalisé pour quelque 29,38 millions de francs d'investissements, augmentant son offre en surface brute de plancher de 8500 m² et de terrains en zone de développement industriel et artisanal de 10'000 m².

En collaboration avec les autorités publiques (communales et cantonales) et le secteur privé, elle a œuvré au développement des projets Sky Lab à Plan-les-Ouates, La Scie à Versoix et EasyCorner à Satigny, totalisant environ 96'000 m² de surface brute de plancher. Ces concepts novateurs favoriseront, par leur densité, une mixité des secteurs secondaires et tertiaires propice à l'essor économique du canton.

Fondation de droit public, la FTI joue un rôle déterminant dans le développement économique du canton par la mise à disposition, à des conditions concurrentielles, de terrains et de bâtiments à des PME ainsi qu'à des groupes industriels. Elle gère pour son propre compte, pour l'Etat de Genève et pour les communes, 526 hectares, soit 70% des zones industrielles du canton, réparties dans onze périmètres industriels différents où sont établies quelque 2600 entreprises représentant près de 40'000 emplois. La FTI est une condition-cadre indispensable au maintien et au développement des secteurs industriels et technologiques à Genève. Elle facilite le relogement de petites et moyennes entreprises et industries genevoises à la recherche de nouveaux sites de production, ainsi que l'implantation de nouvelles entreprises suisses ou étrangères.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Indemnité à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi renouvelant, pour les années 2013 à 2016, l'indemnité en faveur de la [Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle \(FASe\)](#), pour un montant total annuel de 23,07 millions de francs.



Le projet de loi s'inscrit dans le programme public d'intégration, suivi éducatif et soutien aux familles. Il ratifie le contrat de prestations conclu pour la période quadriennale.

Par ce soutien, l'Etat de Genève entend doter la FASe des moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs de prévention et de promotion de la qualité de la vie, dans une optique de cohésion sociale. La FASe mène en effet, avec les associations de centres d'animation, des milliers d'actions sur le terrain en partenariat avec l'Etat et les communes. Ces actions socio-éducatives, associatives et socioculturelles s'inscrivent dans une finalité de prévention des exclusions et des tensions sociales, elles se matérialisent par des programmes d'animation sociale comme l'organisation de journées aérées, de camps, de cours et d'ateliers d'insertions ou d'actions ponctuelles comme la préparation de débats ou d'expositions.

Par ailleurs, il est attendu de la FASe qu'elle s'inscrive dans les projets cantonaux liés à l'accueil continu et à l'horaire scolaire étendu, dont la mise en pratique est prévue dès la rentrée 2014. La FASe a également le mandat de mettre en œuvre le suivi éducatif intensif ordonné par le tribunal des mineurs selon l'article 13 du [droit pénal des mineurs](#) (Unité d'assistance personnelle).

En outre, la répartition de la subvention de l'Etat entre les dispositifs communaux a été revue en lien avec la loi de cohésion sociale en milieu urbain.

Pour toute information complémentaire : M. Gilles Thorel, directeur du pôle de la coordination des prestations déléguées et de la surveillance, DIP, ☎ 022 388 55 87.

Subvention pour l'association Sustainable Finance Geneva

Le Conseil d'Etat a accordé pour 2013 une subvention de 25'000 francs à l'association [Sustainable Finance Geneva \(SFG\)](#), dans le but d'assurer la poursuite de son activité et en particulier de développer la promotion de Genève et de la Suisse comme centres de référence d'une finance durable sur le plan international.

Créée en 2008, SFG vise à sensibiliser les acteurs financiers aux avantages des investissements qui tiennent compte des enjeux sociaux et environnementaux. L'association déploie des activités de formation et développe des partenariats, notamment entre ses quelque 225 associations membres et des institutions académiques.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Andenmatten, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 02.*

Adoption des plans généraux d'évacuation des eaux de Lancy, Onex, Plan-les-Ouates, Dardagny, Russin et Satigny

Le Conseil d'Etat a adopté les plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) des communes de Lancy, Onex, Plan-les-Ouates, Dardagny, Russin et Satigny. Par souci de cohérence hydrologique, d'efficacité et d'économie d'échelle, les communes ont été invitées à s'associer en groupements intercommunaux pour la réalisation de leur PGEE.

Aussi, les communes de Lancy, Onex et Plan-les-Ouates se sont associées et ont réalisé leur PGEE conjointement, de même que les communes de Dardagny, Russin et Satigny pour la région qui les concerne. A noter que le territoire de la commune de Satigny n'est que partiellement traité dans la présente étude, la zone industrielle de Meyrin-Satigny (ZIMEYSA) faisant en effet partie d'un autre PGEE en cours d'élaboration.

Le PGEE, qui remplace le plan directeur communal des égouts, datant pour les six communes de la fin des années 1970, est un outil communal de planification de l'assainissement des eaux, qui traite de la gestion et de l'évacuation des eaux usées et pluviales. Il fixe dans un plan d'actions l'ensemble des mesures à réaliser sur le territoire communal en matière d'assainissement des eaux, à l'horizon des quinze à vingt prochaines années.

Les principaux investissements sont liés à la finalisation de la séparation des réseaux secondaires, à la réalisation de bassins de rétention centralisés, à la réparation et reconstruction d'un certain nombre de tronçons de collecteurs en mauvais état constructif et en sous capacité hydraulique et à la suppression d'installations autonomes d'épuration.

Le PGEE des communes de Dardagny, de Russin et de Satigny prévoit en outre un certain nombre d'actions sur les cours d'eau, visant à améliorer ou conserver sur le long terme des espèces animales et une flore typique des milieux aquatiques.

Avec les communes de Gy, Meinier, Presinge, Bellevue, Genthod, Pregny-Chambésy (voir [point de presse du 27 juin 2012](#)), Collex-Bossy (voir [point de presse du 13 mars 2013](#)), Puplinge et Céligny (voir [point de presse du 10 avril 2013](#)), dont les PGEE ont déjà été adoptés, quinze des quarante-cinq communes du canton disposent désormais d'un tel outil.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Bachmann, DGEau, DIME, ☎ 022 546 74 26.

Travaux du pont de Sauverny : la douane de Bossy ouverte durant la journée



Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier demandant l'ouverture jour et nuit de la douane de Bossy, durant la fermeture provisoire du pont de Sauverny actuellement en travaux.

La rénovation du pont de Sauverny occasionne la fermeture du pont au trafic individuel, du 8 avril 2013 au 31 juillet 2013. La mise en place de deux itinéraires alternatifs, par Ferney (F) à l'ouest et par Divonne-les-Bains (F) à l'est, a été estimée suffisante par les services compétents de l'Etat de Genève et leurs homologues français.

Les horaires d'ouverture de la douane de Collex / Bois-Chatton n'ont donc pas été étendus dans ce cadre, conformément au préavis de la commune de Collex-Bossy, ce passage restant possible en journée.

Pour toute information complémentaire : M. Thierry Messenger, directeur régional Lac-Rhône, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 19.

Félicitations adressées à Lucas Tramèr, champion d'Europe d'aviron

Le Conseil d'Etat a adressé ses vives félicitations à M. Lucas Tramèr, membre du club d'aviron de Vérenaz, pour le titre de champion d'Europe en deux sans barreur poids léger obtenu avec M. Simon Niepmann lors des championnats d'Europe à Séville, le 2 juin 2013.

La performance du duo à Séville, comme celle en quatre lors des Jeux olympiques de Londres 2012, confirment l'excellence du niveau de compétition de Lucas Tramèr et sa place parmi les meilleurs rameurs du monde. Le duo avait en effet signé le meilleur temps lors des séries et confirmé sa position de leader lors des finales.

A la suite de sa participation au [Team Genève 2012](#), soutenu par les collectivités publiques genevoises pour les sportives et sportifs genevois qualifiés pour les Jeux olympiques de Londres, le Conseil d'Etat souhaite à Lucas Tramèr une bonne suite de préparation aux prochains Jeux olympiques à Rio en 2016, notamment lors des prochains rendez-vous nationaux et internationaux à Lucerne ainsi qu'en Corée du Sud cet automne.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 80.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
14 juin 11h00	Cérémonie de remise des prix du développement durable	Etablissements publics pour l'intégration 105, route des Jeunes 1227 Carouge	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 388 19 42
14 juin 11h00	Renaturation de l'Aire, 3 ^e étape : remise en eau de l'ancien méandre et visite de chantier	Promenade de l'Aire 1232 Confignon	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
17 juin 11h00	Pose de la première pierre de la HEG-Battelle	Site de Battelle 7, route de Drize 1227 Carouge	DU DIP	Rafaèle Gross (DU) ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
17 juin 11h30	Lancement du programme « Nature en ville »	Parc du Pommier, rue Sonnex 1218 Grand-Saconnex	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10